

# Racisme et discriminations systémiques



**TABLE DE QUARTIER**  
DE PARC-EXTENSION



Tiger Lotus Coop

... A wellness collective offering tender loving care



**CBAR Network in Parc-Extension**

*Le racisme systémique à  
Parc-Extension : résumé des enjeux soulevés  
lors de la consultation et pistes de solution*

MÉMOIRE DE LA TABLE DE QUARTIER DE PARC-EXTENSION, DE BRIQUE PAR  
BRIQUE, DE LA TIGER LOTUS COOP ET DU RÉSEAU CBAR DANS PARC-  
EXTENSION

DÉPOSÉ À L'OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

le 31 octobre 2019

Présentation

La Table de quartier de Parc-Extension est une instance locale de concertation intersectorielle et multiréseaux qui a pour objectif de doter le quartier d'une vision d'avenir sur dix ans et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population de Parc-Extension.

Brique par brique est un organisme communautaire qui oeuvre depuis 2016 à créer un projet d'habitation communautaire et un centre social à Parc-Extension, afin de répondre aux besoins des résidents et résidentes dans le respect de la diversité.

La Tiger Lotus Coop est une coopérative spécialisée dans la santé communautaire et le bien-être des femmes et des personnes transgenre, qui offre des services et des ateliers d'éducation à Montréal.

Le Réseau CBAR est un collectif réunissant des membres de la communauté universitaire et des intervenantes et intervenants communautaires de Parc-Extension afin d'identifier des priorités de recherche dans le quartier, tout en prônant une approche collaborative et axée sur la justice sociale.

## Introduction

Ce mémoire a été rédigé dans le cadre de la consultation publique sur le racisme systémique organisée par l'Office de consultation publique de Montréal au courant de l'année 2019, suite à une demande citoyenne pour la tenue d'une consultation sur cet enjeu. Nous avons décidé de nous concentrer sur les enjeux et défis liés au racisme systémique dans Parc-Extension. Le concept de « racisme systémique » nous semble particulièrement utile pour analyser les obstacles et défis auxquels font face les groupes racisés à Parc-Extension et Montréal, puisqu'il indique que des discriminations ethnoraciales peuvent exister dans une société ou une institution sans que des valeurs racistes ne soient explicitement véhiculées par cette société, cette institution ou par les individus qui les composent.

Nous nous concentrons ici sur les discriminations systémiques et la répartition inégale de l'accès aux ressources et aux services sociaux, qui contribuent toutes deux à renforcer les inégalités ethnoraciales à Parc-Extension et, plus largement, à Montréal. Nous dressons d'abord un portrait du quartier à partir de la littérature scientifique et journalistique, puis nous offrons une synthèse des discussions qui se sont tenues lors de la consultation coordonnée par la Table de quartier à Parc-Extension le 28 septembre dernier<sup>1</sup>. Nous concluons notre mémoire avec des pistes de solution et des

---

<sup>1</sup> La consultation a réuni une quarantaine de personnes. Il vaut toutefois la peine de souligner que nos stratégies de promotion ciblaient en particulier les partenaires communautaires du quartier, ce qui a mené à une légère sous-représentation des résidents et résidentes du quartier lors de l'activité. Ce mémoire reflète donc l'opinion des personnes présentes (représentants des organismes, personnel politique, citoyens et citoyennes touchés par la question), sans prétendre avoir cerné de façon exhaustive les enjeux concernant Parc-Extension. Étant donné nos délais serrés de rédaction, nous n'avons pu faire

recommandations, qui réfèrent tant à la question du racisme systémique qu'au processus de consultation publique proposé par l'OCPM et la Ville.

### Synthèse de la littérature sur les discriminations à Parc-Extension

Parc-Extension est un quartier situé à l'ouest de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et séparé par une clôture de la ville de Mont-Royal, qui se trouve à l'est du quartier. L'enclavement de Parc-Extension a été identifié à plusieurs reprises comme un enjeu important pour les résidents et résidentes (Di Cintio 2011; Colpron 2019). Parc-Extension est aussi l'un des quartiers les plus défavorisés au Canada : 79 % de sa population vit dans des logements locatifs (la moyenne montréalaise étant de 60 %), 39,7 % de cette même population a un revenu inférieur au seuil de pauvreté (la moyenne montréalaise étant de 36,8 %), 32,1 % des personnes âgées de dix-huit ans et plus sont sans diplôme (la moyenne montréalaise étant de 14,7 %) et le taux de chômage avoisine les 15%, la moyenne montréalaise étant de 9% (Statistique Canada 2016, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal 2016).

Un facteur important pouvant contribuer à expliquer les obstacles vécus par les résidents et résidentes de Parc-Extension est que 56,5 % d'entre eux et elles sont issu.e.s de l'immigration (comparativement à une moyenne de 34 % pour l'ensemble de la ville). Les défis associés au processus d'immigration incluent, notamment, des difficultés d'accès aux services sociaux qui sont offerts aux autres Montréalais et Montréalaises, ainsi que la vulnérabilité face à une vaste gamme de discriminations et d'obstacles systémiques et individuels : le déséquilibre de pouvoir face aux propriétaires, la crainte d'une éviction et les difficultés liées à un réseau social limité, une connaissance souvent minimale des lois et procédures locales relatives au logement, une maîtrise parfois limitée du français et de l'anglais, une situation d'emploi instable ou un statut d'immigration précaire sont autant de préoccupations qui ont été identifiées dans le cadre d'une étude menée en 2018 dans le quartier (Beck, Guay & Paulson 2019 : 35). Une étude menée en 2019 indique pour sa part que les propriétaires d'immeubles dans Parc-Extension profitent parfois du fait que leurs locataires ne connaissent pas tous leurs droits pour ne pas effectuer des réparations dans les appartements, ou pour y laisser perdurer des problèmes importants d'insalubrité, de la moisissure aux rats, en passant par les coquerelles et les punaises de lit (Fustic, Guay, Khalid & Hossain 2019). Selon le Comité d'Action de Parc-Extension, les enjeux liés au logement sont d'autant plus importants dans Parc-Extension, compte tenu du bas taux de logements locatifs vacants comparativement à la moyenne montréalaise – 0.6% pour les logements avec deux chambres en octobre 2018, versus une moyenne

---

retour auprès de toutes les personnes consultées afin qu'elles ajoutent leurs commentaires, mais nous avons demandé aux six animateurs des discussions de synthétiser les questions soulevées et les pistes apportées par leur groupe. Nous tenons les participants informés du processus et continuerons, après le dépôt du mémoire, la réflexion au niveau du quartier avec eux.

montréalaise de 1.8% pour la même catégorie de logement (Société canadienne d'hypothèques et de logement 2018) – et l'augmentation relativement rapide des loyers dans le secteur. Ces tendances sont engendrées par différents facteurs, incluant le développement du secteur de l'industrie des nouvelles technologies dans le secteur Marconi-Alexandra et l'arrivée récente du Campus MIL de l'Université de Montréal (Nichols et al. 2019).

Une étude portant sur l'accès aux services de santé pour les résidents et résidentes de Parc-Extension identifie les frais de consultation, la crainte des personnes sans statut d'être déportées si elles utilisent ces services et le manque d'informations disponibles sur le système de santé québécois comme des obstacles significatifs pour l'accès aux soins (Jessa 2015 : 73-74). Ces différents enjeux ont été soulignés dans le cadre d'une série de trois conversations publiques organisées par le Bureau de l'engagement communautaire de l'Université Concordia et l'organisme communautaire Afrique au Féminin, au cours desquelles les participantes, largement issues de l'immigration, ont identifié de nombreuses barrières linguistiques et systémiques à l'obtention de services de santé. Ces barrières comprennent la discontinuation d'offre de services sans rendez-vous au CLSC de Parc-Extension<sup>2</sup> et la peur de représailles policières pour les individus non-documentés.

De plus, la réalité sociolinguistique des résidents et résidentes de Parc-Extension requiert davantage d'attention. Une étude menée dans le cadre d'un cours de méthodes ethnographiques à l'Université McGill sur la bibliothèque de Parc-Extension démontre que les familles immigrantes du quartier utilisent l'espace comme point d'accès à diverses ressources importantes à leur intégration, leur socialisation et leur apprentissage du français. Parce que l'entièreté des activités et services offerts à la bibliothèque sont en français, il est évident que sans une connaissance minimale de la langue d'accueil, il est difficile pour certaines familles locutrices de langues minoritaires de participer aux activités organisées, ainsi que de se renseigner auprès du personnel de la bibliothèque. Cela peut mener à une dévalorisation de leurs ressources linguistiques, puisque leurs langues ne sont pas reconnues et valorisées, et éventuellement à la marginalisation de ces familles par une barrière à l'accès à un lieu phare du quartier (Ahojja 2019).

En définitive, la littérature reconnaît un ensemble de défis et d'obstacles qui concernent directement les résidents et résidentes issu.e.s de l'immigration à Parc-Extension, qui forment une majorité de la population du quartier. Ces défis et obstacles nous semblent être liés à la question du racisme systémique, puisqu'ils contribuent à la reproduction des inégalités et des désavantages qui ciblent les populations racisées à Montréal. Il vaut la peine de souligner à cet égard que les minorités visibles constituent 63,5 % de la population de Parc-Extension (la moyenne montréalaise étant de 32,9 %), et que les

---

<sup>2</sup> Discontinuation récemment palliée à raison d'un jour par semaine par la nouvelle clinique Parc-X sur Jean-Talon. À noter toutefois que l'accès à des médecins de famille est encore limité dans le quartier.

entretiens menés dans le cadre des études de Beck, Guay et Paulson (2019), de Fustic, Guay, Khalid et Hossain (2019) et de Ahooja (2019) indiquent tous que les défis liés au fait d'être issu de l'immigration et les défis liés au fait d'être racisé tendent à se recouper dans la vie des résidents et résidentes de Parc-Extension. Ainsi, bien que la question de l'immigration et celle de la racisation et du racisme soient distinctes, elles tendent à converger dans le cas de Parc-Extension, et demandent donc des solutions qui les prennent en compte simultanément.

### Synthèse des discussions durant la consultation

Plusieurs réalités et défis ont été mis de l'avant lors des discussions qui se sont tenues durant notre consultation. Parmi celles-ci, nous pouvons mentionner :

- la pauvreté visible et le niveau élevé de précarité des résident-e-s racisé-e-s ainsi que l'augmentation du taux d'itinérance dans le quartier;
- le manque d'inclusion des minorités visibles dans les instances décisionnelles (par exemple, les conseils d'établissement), institutions publiques et en politique électorale;
- le profilage racial et la grande présence policière dans le quartier;
- un sentiment de différence de qualité dans les services municipaux (par exemple, le déneigement) en comparaison à d'autres quartiers plus nantis, alors que les personnes vulnérables (par exemple, les aîné-e-s) sont plus nombreuses;
- l'accès au logement de qualité, aux services publics et aux soins de santé;
- les discriminations au logement perpétuées par les propriétaires qui préfèrent louer aux étudiant-e-s et qui renforcent les préjugés par leur traitement des locataires racisé-e-s;
- la gentrification et son impact sur le déplacement résidentiel des ménages racisés les plus précaires de Parc-Extension;
- les enjeux de racisme environnemental (qualité de l'air, pollution, piètre qualité des logements, faible niveau de vie, etc.);
- les discriminations à l'emploi, en particulier pour les femmes racisées (par exemple, peu de postes en position d'autorité);
- le manque de valorisation, de volonté politique et d'investissements publics et privés dans les quartiers avec une majorité de personnes issues de l'immigration et/ou racisées;
- les barrières culturelles et linguistiques à la mobilité sociale;
- le refus des institutions publiques et privées de prendre leurs responsabilités en main;
- ainsi que le caractère unilatéral des décisions prises par les autorités publiques qui affectent directement des personnes issues de l'immigration et/ou racisées (par exemple, la loi 21).

Plus spécifiquement, des participants et participantes ont identifié des comportements qui reflètent un phénomène récurrent de « diversité esthétique » dans certaines institutions, entreprises et groupes de travail à Montréal et au Québec, par exemple :

- Inclure des personnes de couleur dans leur matériel promotionnel (pour avoir l'air inclusif, sans l'être réellement);
- Nommer une personne de couleur à la tête d'un projet ou à la fonction « diversité, équité et inclusion » dans leur organisation. Cela décharge en quelque sorte le reste de l'organisation du travail à faire, car elle s'attend à ce que les problèmes de manque de diversité soient réglés grâce à la présence et au travail de cette personne. Cela résulte en un plus grand fardeau émotionnel et professionnel pour cette personne qui devient l'unique responsable du changement de culture.

Certains participants et certaines participantes ont aussi évoqué :

- les limites du changement par l'intégration de personnes racisées au sein des paliers gouvernementaux, si les structures néolibérales continuent de fonctionner de la même manière et d'être sources d'oppression envers les personnes les plus pauvres et marginalisées de la société;
- le rôle des institutions telles que le SPVM/Police et le système d'éducation comme grandes « productrices » de racisme systémique;
- l'intersectionnalité des enjeux et le caractère limitatif de la division des luttes par population (femmes, LGBTQ+, personnes autochtones, etc.) ou par enjeux (environnement, racisme systémique, lutte des classes);
- la lutte compétitive entre les diverses communautés qui subissent le racisme systémique, alimentée par la présence de divers programmes de financement en silo et le manque de transparence sur les processus de sélection de projets desservant l'une ou l'autre de ces communautés;
- les employeurs qui tirent avantage des subventions salariales qui avantagent les groupes minoritaires, mais n'embauchent pas les travailleurs et travailleuses à la fin de la période d'emploi;
- l'injustice épistémique et l'inégalité dans l'accès aux connaissances;
- l'absence de mise en oeuvre des recommandations parues dans les écrits existants portant sur le quartier de Parc-Extension ou des contextes similaires.

#### Pistes de solution et recommandations

Maintenant que nous avons identifié certains enjeux et défis liés au racisme systémique à Parc-Extension, nous pouvons proposer certaines pistes de solution propres à ce quartier, qui sont basées à la fois sur la littérature précédemment citée et sur les

discussions qui se sont tenues durant la consultation que nous avons coorganisée à Parc-Extension. Nous soumettons également des recommandations sur la forme même de la consultation, en espérant qu'elles contribueront à améliorer le format des activités ultérieures.

À la lecture des **études citées plus haut**, quelques premières recommandations peuvent être dégagées :

Nous pouvons d'abord noter que le travail de **sensibilisation sur les droits des locataires** et sur les manières de s'organiser pour revendiquer une amélioration des conditions de logement constitue une activité importante (Beck, Guay & Paulson 2019 : 35), menée entre autres dans le quartier par le Comité d'Action de Parc-Extension. Il importe également que **l'information sur les services destinés aux locataires sans statut légal au Canada circule plus largement**.

Afin d'améliorer l'accès aux différents services pour les populations les plus récemment arrivées dans le quartier, la **traduction en plusieurs langues des dépliant produits par la Ville** pourrait grandement faciliter l'accès à des informations utiles pour les familles allophones et plus précaires du quartier.

De même, la **présence de traducteurs et de traductrices dans les cliniques** encouragerait l'accès aux services de santé (Jessa 2015 : 75), ainsi qu'au sein d'un ensemble plus large de services dont les résidents et résidentes de Parc-Extension pourraient davantage bénéficier. À ce titre, il faut souligner l'initiative de la clinique publique Parc-X du réseau RLS, ouverte en 2019, où les demandeurs et demandeuses d'asile peuvent recevoir des soins gratuits s'ils sont couverts par la Croix bleue. Elle collabore avec des étudiants et étudiantes bénévoles de l'Université McGill pour offrir un service de traduction en langues ourdou, punjabi et hindi. Parmi les recommandations issues des conversations organisées par le Bureau de l'engagement communautaire de l'Université Concordia, dont certaines ont abordé le cas de Parc-Extension, nous pouvons mentionner le développement de différentes stratégies pour permettre aux personnes qui ne sont pas couvertes par le régime d'assurance maladie québécois (par exemple, les demandeurs et demandeuses d'asile) d'avoir accès aux services de santé.

Pour les enfants locuteurs de langues minoritaires dans le quartier, il serait aussi important de leur **donner accès à davantage de ressources multilingues à la bibliothèque** (par exemple, les activités d'alphabétisation en langues minoritaires) afin d'encourager un apprentissage continu de leur langue maternelle dans l'espace public et de valoriser des constructions identitaires positives (Ahojja 2019).

Les discussions qui se sont tenues lors de la **consultation à Parc-Extension** ont permis, pour leur part, d'identifier les solutions suivantes :

1. Recherche et développement
  - Miser sur **la recherche participative** pour aider à identifier les problèmes et à élaborer en collaboration des solutions adaptées au contexte.
  - **Prendre en compte les recommandations** des études et consultations déjà existantes sur le quartier et d'autres contextes similaires. De nombreuses études ont déjà été publiées sur la question (voir en fin de bibliographie).
2. Instances organisationnelles
  - Miser sur un **dialogue plus étroit** entre les institutions publiques et la population, notamment par l'entremise des **tables de quartier** (par exemple, à travers la création d'un comité sur la discrimination systémique qui soit représentatif de la diversité du quartier).
  - **Organiser des événements publics** pour que les résidents et résidentes apprennent à mieux se connaître, partagent des informations utiles et en apprennent davantage sur les services auxquels ils et elles ont droit.
3. Instances municipales
  - **Traduire le matériel** offert par la Ville et les arrondissements **en plusieurs langues**, et prévoir la **présence d'interprètes** dans les centres de services sociaux, pour limiter les barrières linguistiques à l'accès aux différents services de santé.
  - **Promouvoir les investissements responsables et respectueux** des résident-e-s racisé-e-s afin d'améliorer les services publics.
  - **Former un bureau des enquêtes indépendant du Service de Police de la Ville** de Montréal afin d'analyser le travail policier et de mettre en lumière d'éventuels écarts de conduite, suivant une recommandation énoncée dans un rapport récent (Livingstone, Rutland, & Alix 2018 : 90).
4. Formation et éducation
  - **Former de manière crédible** les décideurs et décideuses, ainsi que les administratrices et administrateurs publics, par rapport au fonctionnement du racisme et de la discrimination systémiques et leur impact sur la population, afin que les politiques n'encouragent pas la marginalisation, le sentiment d'exclusion ou le déplacement forcé des citoyen-ne-s.
  - **Promouvoir des stratégies proactives de recrutement** par les institutions collégiales et universitaires du secteur afin de **promouvoir l'accès de populations racisées et sous-représentées à l'éducation postsecondaire**.
5. Logement
  - **Investir davantage** dans le logement social, le supplément au loyer et soutenir financièrement les organisations qui visent à augmenter l'offre de logements sociaux et communautaires et à combattre le racisme systémique dans le marché locatif.



- **Renforcer la protection des locataires** et soutenir financièrement les organisations qui veillent à la défense de leurs droits.
- **Instaurer ou renforcer des mécanismes pour prévenir les abus** de la part des propriétaires (par exemple, les « rénovictions »).
- **Sensibiliser les propriétaires et les nouveaux résident-e-s** (individus, organismes, commerces) qui s'installent dans le quartier par rapport à leur impact négatif sur les résident-e-s moins privilégié-e-s.
- **Inviter les institutions publiques** (paliers gouvernementaux, services sociaux, universités et/ou projets privés bénéficiant de support public) à **reconnaître et à limiter**, en mobilisant une analyse intersectionnelle, **leur contribution non anticipée à la gentrification du quartier et des secteurs environnants**, par leurs différents projets de développement infrastructurel. À cet effet, nous soulignons l'importance de prendre en compte les voix des résidents et résidentes dans tous les projets de grande ampleur développés dans le quartier, et ce, aux différentes étapes du processus (design et consultations préliminaires, réalisation d'initiatives et suivi, etc.).

Enfin, quant au **format-même de l'activité**, nous soumettons les quelques recommandations suivantes :

- **Rendre disponibles davantage de ressources** aux groupes pour organiser des consultations conséquentes (par exemple, du temps ainsi que des ressources financières et humaines).
- **Offrir un service de traduction du matériel de promotion des consultations en d'autres langues que le français et l'anglais**, afin de faciliter la prise de contact avec les résidents et résidentes allophones du quartier.
- Sur la page Internet de la consultation, **donner plusieurs options** : consultation en français, en anglais OU multilingue.
- **Diffuser plus largement l'annonce des consultations** via des réseaux couramment utilisés par les populations migrantes.
- **Accorder un temps plus conséquent aux définitions connexes pour mieux faire comprendre ce qu'est le racisme systémique**, en distinguant par exemple des expressions comme « membres de communautés ethnoculturelles », « personnes racisées », « immigrants », « québécois de première génération », etc.
- **Repenser la forme même de la consultation**, qui limite l'expression de la complexité et de l'intersectionnalité des problèmes abordés. Par exemple, la consultation pourrait être divisée en plusieurs étapes, avec une première activité qui permettrait aux participants et participantes de préciser ce qu'ils et elles définissent comme étant du racisme systémique, puis une deuxième activité

dédiée aux solutions. La tenue d'une conversation informelle au début de l'activité aurait aussi facilité l'établissement d'une ambiance conviviale et plus invitante pour les participants et participantes moins habitué-e-s à intervenir dans ces espaces de délibération et de consultation.

- Enfin, plusieurs résidents et résidentes se sont interrogé-e-s sur **la légitimité du processus complet et de ses suites**. Un temps insuffisant est accordé aux organisations et personnes impliquées pour consulter la population par rapport aux résultats colligés dans les mémoires. De plus, de nombreuses autres consultations ont déjà été tenues sur le même sujet ou sur des sujets connexes, et l'impression des résident-e-s est que l'on constate peu leurs retombées concrètes à l'échelle du quartier.

Cependant, nous soutenons l'initiative de l'Office de consultation publique et espérons que ces pistes de solutions et ces recommandations contribueront à la fois au développement d'une stratégie pour affronter les défis et obstacles identifiés ici et à une amélioration du processus de consultation, afin de le rendre le plus accessible possible aux résidents et résidentes de Parc-Extension et de Montréal.

Les quatre organisations qui ont pris part à la rédaction de ce mémoire se proposent quant à elles de mener ou de participer aux projets suivants, dans la foulée de la consultation publique sur le racisme systémique :

- Collaborer avec les organisations locales, ainsi qu'avec les chercheurs et chercheuses travaillant à Parc-Extension, afin de continuer à documenter les réalités et dynamiques identifiées dans ce mémoire.
- Appeler et contribuer à l'organisation d'autres consultations qui s'adressent à la population de Parc-Extension moins directement en contact avec les partenaires communautaires, en prenant en compte sa diversité linguistique et démographique (par exemple, en créant des outils plus adaptés aux diverses réalités et compréhensions culturelles, en prévoyant un service discret d'interprétariat dans les différentes langues parlées dans le quartier, en collaborant avec des organisations qui travaillent spécifiquement avec les jeunes, en identifiant des personnes-clés influentes dans leurs réseaux et communautés pour organiser des auto-consultations clé-en-main dans leur propre milieu, pour ensuite synthétiser ces éléments d'information dans des rencontres plus conviviales, transversales et intercommunautaires, etc.).

## Bibliographie

Ahooja, A. (2019). *Ethnographic study on migrant-background families' language practices at a public library: Occupying the space*. Manuscript non publié pour un séminaire de recherche de l'Université McGill.

Beck, A., Guay, E., & Paulson, L. (2019). Les visages de l'inégalité dans Parc-Extension. *Relations*, no. 802, p. 34-35.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal. (2016). *Conditions démographiques, socio-économiques et culturelles, Recensement 2016*. Tableau de données compilé par le Service des connaissances de la Direction régionale de santé publique du CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Colpron, S. (2019). Embourgeoisement : Parc-Extension sous tension. *La Presse*, (Lien consulté le 12 octobre 2019). URL : <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201906/29/01-5232139-embourgeoisement-parc-extension-sous-tension.php>.

Di Cintio, M. (2011). The Great Wall of Montreal. *Geist*, (Lien consulté le 12 octobre 2019). URL : <https://www.geist.com/fact/essays/the-great-wall-of-montreal/>.

Fustic, M., Guay, E., Khalid, A., & Hossain, S. (2019). Housing Instability, Social Disadvantage and Domestic Violence: The Case of Parc-Extension. *Homeless Hub*, (Lien consulté le 12 octobre 2019). URL : <https://www.homelesshub.ca/blog/housing-instability-social-disadvantage-and-domestic-violence-case-parc-extension>.

Jessa, S. (2015). Healthcare for All! Access to Healthcare for Migrants with Precarious Status in the Parc-Extension Neighbourhood of Montreal, Quebec. *The Prognosis*, vol. 4, p. 68-81.

Livingstone, A. M., Rutland, T., & Alix, S. (2018). Le Profilage Racial dans les Pratiques Policières. Points de vue et Expériences de Jeunes Racisés à Montréal. *MTLSansProfilage*, (Lien consulté le 24 octobre 2019). URL : [https://drive.google.com/file/d/1yCYtzCL\\_mTHEZmsVv0hJu4yHL7j3n3Z/view?fbclid=IwAR2XOIFy7VEX7I5x5dGS6f\\_zkpl6jf0Idxf8c04ueJB5DMURHrbCwFAuzU](https://drive.google.com/file/d/1yCYtzCL_mTHEZmsVv0hJu4yHL7j3n3Z/view?fbclid=IwAR2XOIFy7VEX7I5x5dGS6f_zkpl6jf0Idxf8c04ueJB5DMURHrbCwFAuzU).

Nichols, N., Guay, E., Megelas, A., Cadieux, A., King, L. I., & St-Paul, R. A. (2019). Homelessness, Hardship and Public Action in Gentrifying Areas: The Case of Park Extension, Montreal. *Homeless Hub*, (Lien consulté le 24 octobre 2019). URL: <https://www.homelesshub.ca/blog/homelessness-hardship-and-public-action-gentrifying-areas-case-park-extension-montreal>.

Société canadienne d'hypothèques et de logement. (2018). Enquête sur les logements locatifs, centres urbains : taux d'inoccupation. (Lien consulté le 25 octobre 2019). URL:

<https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/data-tables/urban-rental-market-survey-data-vacancy-rates>.

Statistique Canada. (2016). *Produits de données, Recensement de 2016*. (Consulté le 12 octobre 2019). URL : <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/index-fra.cfm>

#### Autres documents importants

Almeida, J. (2017). *Rapport sur le racisme systémique vécu par la communauté LGBTQ+ montréalaise*. Conseil québécois LGBT, Montréal.

Khenti, A. (2014). The Canadian war on drugs: Structural violence and unequal treatment of Black Canadians. *International Journal of Drug Policy*, vol. 25, no. 2, p. 190-195.

Maynard, R. (2017). *Policing Black Lives: State Violence in Canada from Slavery to the Present*. Fernwood Publishing.

Posca, J. (2018). Portrait des inégalités socioéconomiques touchant les autochtones au Québec. *Institut de Recherche et d'Informations Socioéconomiques*, (Lien consulté le 24 octobre 2019). URL : <https://iris-recherche.qc.ca/publications/inegalites-autochtones>.

Zinger, I. (2016). Human rights and federal corrections: A commentary on a decade of tough on crime policies in Canada. *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, vol. 58, no. 4, p. 609-627.

#### Auteurs et autrices

Emanuel Guay, Tatiana Burtin, Alexa Ahooja, Rose-Anne St-Paul, Sophie Le-Phat Ho, Alex Megelas, Leonora Indira-King.